

Chers lecteurs, chères lectrices,

Dans cette édition du bulletin, vous aurez l'occasion de lire à la page 3 un article très inspirant. En effet, *Josiane Lise Mabopda Foka* nous présente un nouveau modèle d'affaires qui réussit à faire cohabiter rentabilité et performance sociale. Grameen Danone est certainement un exemple à suivre!

François Décary-Gilardeau, quant à lui, dresse le portrait quelque peu désolant du bilan énergétique et émission de gaz à effet de serre au Québec à la page 9.

Bonne lecture à tous et à toutes!

Oeconomia Humana

Août et septembre 2008

Éditorial, François Décary-Gilardeau, rédacteur en chef
Decary-Gilardeau.Francois@uqam.ca

Où s'en va le prix de l'essence?

Avec les vacances qui battent leur plein, on peut dire que l'élément marquant pour une grande partie de la classe moyenne est le prix à la pompe. Malgré un dollar canadien fort vis-à-vis de la devise américaine, l'attrait pour cette destination sera contrebalancé par les coûts de déplacement qui ont explosé. Disons que cette année, nous l'avons échappé belle avec les festivités du 400^e anniversaire de Québec qui offrent une grande variété d'activités et tombent à point comme destination de choix pour les Québécois. Cependant, de retour de la Gaspésie, je vous confirme que la saison touristique est difficile là-bas. Comme on me le mentionnait : « l'hiver va être long ».

Pour ceux qui envisagent prendre l'avion, il ne faudra pas vous offusquer d'avoir à déboursier plus et d'être plus patient. Après une démocratisation constante des voyages aériens, stimulée par une compétition forte qui résulte en des prix peu élevés, ce mode de transport deviendra éventuellement un luxe. Les compagnies aériennes redoublent présentement de créativité pour sauver du précieux kérosène (diminution de la

quantité d'eau transportée, utilisation de vaisselle plus légère, réduction de la vitesse de vol, annulation de départs, etc.). Puisque le carburant représente aujourd'hui plus du tiers des charges opérationnelles des transporteurs aériens, contre 14 % en 2003, on comprend que cette industrie vit des moments difficiles.

L'ampleur du changement des prix à la pompe est le reflet des cours du brut sur les marchés mondiaux. Alors qu'en 1999 le prix du baril valait aussi peu que 10 \$US, nous avons atteint un sommet, le 2 juillet dernier, en clôturant à 145 \$US. Plusieurs analystes prédisent que le baril atteindra les 200 \$US au cours

de la prochaine décennie, voir d'ici la fin de 2009. D'autres affirment que ce n'est qu'une bulle spéculative et que l'or noir pourrait éventuellement redescendre vers les 80 \$US pour remonter plus graduellement par la suite.

À court terme, il est possible d'envisager une certaine accalmie par rapport au prix du pétrole. D'une part, la morosité de l'économie américaine et la perte de confiance des consommateurs seront susceptibles de tirer vers le bas la demande en pétrole de nos voisins du sud



 some rights reserve : gunnivb : 2007

et ultimement permettre à ces derniers de renflouer leurs réserves. Mondialement, l'inflation pourrait faire fluctuer à la baisse la consommation et la production de certains biens et diminuer la pression sur la demande en pétrole. D'autre part, en raison des prix élevés des carburants, certains secteurs d'activité et entreprises seront portés à revoir leur stratégie de production dans le but de minimiser les transports, donc de rapprocher la production de la consommation. On parle déjà d'une nouvelle vague de régionalisation de la mondialisation. Bien qu'encore très émergente, cette restructuration pourrait, elle aussi, avoir des impacts significatifs sur la demande en carburant.

Bien que les économies soient moins dépendantes en pétrole que lors des derniers chocs pétroliers de 1973 et 1978 (pourcentage de la valeur du pétrole dans le produit national brut), le choc sera néanmoins douloureux. Dans une lettre ouverte publiée dans *The Guardian*, le Premier ministre britannique, Monsieur Gordon Brown, spécifie qu'une économie à faible émission de carbone n'est pas simplement une priorité environnementale, mais bien une priorité économique. Pour lui, les questions entourant le prix de l'essence devraient être priorisées lors des prochaines rencontres internationales.

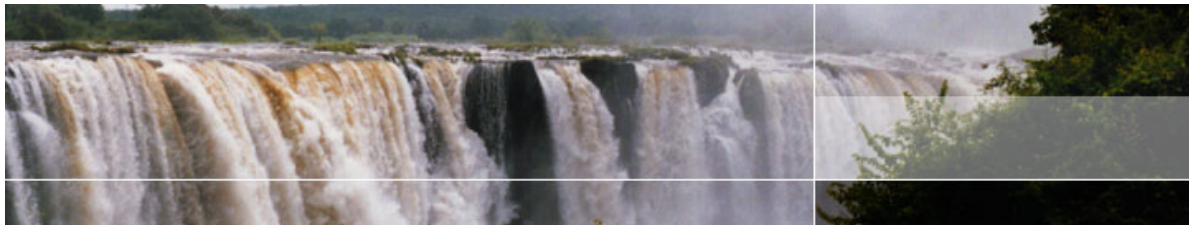
L'augmentation du prix du carburant entraînera

nécessairement une hausse de l'inflation. Déjà, les produits de première nécessité, tels que les aliments, voient leur prix augmenté à la caisse. Si le prix du carburant n'est pas l'unique raison de ces hausses, il demeure toutefois un élément clé. Quoique passablement épargné jusqu'à maintenant, le prix de la viande et du poisson devrait aussi augmenter à court terme. Vu la situation délicate de l'industrie québécoise et canadienne face à un dollar fort et un ralentissement économique chez nos voisins du sud, il serait très surprenant de voir les salaires augmentés au même rythme que les produits de consommation, d'où une perte de pouvoir d'achat pour l'ensemble des consommateurs, particulièrement les plus vulnérables.

Bref, il est très difficile de prévoir à court terme le prix du pétrole. Toutefois, il ne fait aucun doute qu'à moyen terme, les prix des énergies fossiles suivront une tendance à la hausse en fonction de la raréfaction des ressources. Ainsi, il faut que tous les acteurs tels que les citoyens, les organisations et les gouvernements prennent les mesures nécessaires pour diminuer leur consommation, donc leur dépendance face aux énergies non renouvelables. C'est une question de responsabilisation qui amènera des bénéfices, donc qui se veut tout aussi stratégique.

Le site Internet du mois

Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société (Institut EDS)



Implanté en 2005 à l'université Laval, l'institut EDS est un carrefour visant à favoriser la coordination et le dialogue interdisciplinaire de la recherche de l'université abordant les thèmes de l'environnement et du développement durable. Il est composé d'une quarantaine de professeurs et chercheurs et un peu moins de 200 membres étudiants. Les axes de recherches prioritaires de l'institut EDS sont : la gouvernance de l'environnement et du développement durable, les conséquences des changements environnementaux et le développement d'outils d'appréhension des rapports entre environnement, développement et société. Il regroupe également trois membres institutionnels soit l'Observatoire de l'écopolitique internationale, le Groupe de recherche en économie de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles (GREEN) et la Chaire Unesco – Université Laval sur le développement durable.

WWW.IHQEDS.ULAVAL.CA

Grameen Danone récompensé par un jury Européen: Un modèle de RSE-BOP et de développement durable réussi.

*Par Josiane Lise Mabopda Foka, étudiante à la maîtrise en administration des affaires,
option gestion internationale, UQAM*

En novembre 2007, Grameen Danone, une coentreprise fondée en 2006 par Danone et la Grameen Bank de Mohammed Yunus, se distingue parmi 90 solutions proposées et se classe au sein des cinq meilleures devant un jury européen à Bruxelles. Localisée à Bogra au Bangladesh, Grameen Danone fabrique à partir du lait de vaches locales et d'extraits de dattes un yaourt enrichi de vitamines qu'il commercialise avec succès à très bas prix (0.06 euros). Ce yaourt est destiné à pallier les carences en vitamines de la population locale. Leur modèle d'affaires, s'inspirant de la stratégie de RSE-BOP, s'est avéré une réussite totale. C'est une victoire qui vient encore une fois démontrer aux sceptiques qu'il est possible de concilier rentabilité, responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) et développement durable (DD).

Ces concepts, bien qu'ayant pris de l'ampleur ces dernières décennies, ne sont en rien nouveaux dans les théories managériales. En effet, les préoccupations en ce qui concerne le développement durable s'exprimaient déjà au milieu du XIX^e siècle en termes « d'état stationnaire » par John Stuart Mill. David Ricardo, quant à lui, s'inquiétait des rendements décroissants des terres cultivables. Au fil du temps, ces notions ont mué, les enjeux se sont formés, défaits et reconstruits pour aboutir au rapport Brundtland en 1987, au sommet de Rio sur l'environnement et le développement en 1992, en passant par la mise sur pied par divers organismes internationaux de programmes en matière de respect des droits humains, de lutte contre le travail des enfants ainsi que la pollution pour ne citer que ces enjeux.

Les intérêts très souvent diamétralement opposés entre les divers acteurs et la diversité des écoles de pensée en matière de management ont alimenté et continué de soutenir la controverse autour du bien fondé, du sens, de la faisabilité et de la légitimité de la RSE. On pourrait, par exemple, opposer John Kenneth Galbraith, le partisan de l'interventionnisme de l'Etat, en faveur du social qui milite pour un capitalisme modéré à Milton Friedman qui fait l'apologie du capitalisme pur et dont la devise est « profit for profit ».

Typologie de la responsabilité sociale des entreprises

Il faudrait cependant reconnaître l'existence de

typifications et de pratiques diverses quant à ce que les entreprises désignent par RSE ou DD. Martinet et Payaud (2008) effectuent une distinction entre la RSE « cosmétique », la RSE périphérique, la RSE intégrée et la RSE-BOP ou « Bottom of the pyramid ».

La RSE « cosmétique » désigne des opérations de « lissage » d'image où les entreprises se contentent de respecter le minimum prévu par la réglementation. Il s'agit par exemple, pour celles cotées en bourse, de transmettre de l'information au public, par l'entremise d'un rapport annuel, quant aux conséquences environnementales, sociales et territoriales de leurs activités. Ainsi, les entreprises ne manifestent ni la volonté de bâtir avec les parties prenantes, ni un engagement véritable. Brammer et Pavelin (2005) vont plus loin en accusant certaines entreprises de consentir à des investissements sociaux uniquement dans le but de s'assurer une bonne réputation derrière laquelle elles pourront s'adonner en toute tranquillité à des actes des plus irresponsables.

La RSE annexe ou périphérique désigne des actions qui n'ont rien à voir avec les activités de l'entreprise. Cela peut se traduire par du mécénat, des programmes de santé ou de scolarisation dans des villages, etc.

La RSE intégrée fait référence aux actions en lien avec les activités et les compétences de l'entreprise. Il s'agit ici d'intégrer les dimensions de la RSE au tableau de bord afin de contrebalancer les indicateurs financiers par des indicateurs sociaux pour aboutir à une performance durable.

Finalement, lorsqu'il est question la RSE-BOP « Bottom of the pyramid » (Pahalad 2004), on s'intéresse aux plus pauvres, aux 4 milliards d'individus disposant de moins de 2 dollars par jour. Pahalad propose aux firmes multinationales de procéder à des innovations ainsi que des restructurations de manière à offrir des produits et des services de qualité à cet immense bassin de consommateurs potentiels qui forment la base de la pyramide (BOP).

Or, comme vous allez le constater dans les prochains paragraphes, la philosophie de Grameen

Danone se classe dans cette dernière catégorie, soit la RSE-BOP. Mais tout d'abord, quelques mots sur Grameen.

1. Le phénomène « Grameen »¹

Mohammed Yunus, prix Nobel de la paix 2006, est l'homme derrière ce phénomène. Il adhère à la théorie de la pauvreté de masse de John Kenneth Galbraith (1979). Ce dernier estime que « de tous les maux de l'homme, la pauvreté est le plus puissant et le plus massif »². D'une part, il dénonce l'existence de forces qui annulent les efforts des pauvres pour s'en sortir et qui les ramènent toujours au point de départ de telle sorte qu'ils finissent par s'accommoder. Cette « accommodation », selon Galbraith, est renforcée par des croyances religieuses en ce qui a trait aux vertus de l'humilité et de la pauvreté. Des vertus d'ailleurs prônées par la plupart des religions. Un constat qui a été également dénoncé par Marx qui qualifiait la religion d'« opium du peuple ».

D'autre part, Galbraith reconnaît l'importance du capital comme facteur clé du succès des pays riches. La disponibilité d'une offre de capital apparaît occuper une place de choix dans la panoplie de remèdes contre la pauvreté. L'accès au capital vient soutenir les efforts des pauvres qui désirent rompre l'« équilibre de la pauvreté » auquel la majorité s'est accommodée. Le modèle d'affaires de **Mohammed Yunus** prend donc ses racines dans cette lutte pour l'affranchissement, le bien-être, l'amélioration des conditions de vies des populations et la responsabilité envers la société. Il est convaincu qu'une « paix durable ne peut pas être obtenue sans qu'une partie importante de la population trouve les moyens de sortir de la pauvreté » et que « le microcrédit est l'un de ces moyens »³.

1.1 La Grameen Bank: le microcrédit comme outil de lutte contre la pauvreté

Fondée officiellement sous le nom de « Grameen » en 1977 par Mohammed Yunus avec pour objectif de transformer le cercle vicieux de la pauvreté en cercle vertueux, elle devient « Grameen Bank » en 1983. Il s'agit d'une banque spécialisée dans le microcrédit qui intègre la dimension sociale. On y prête de l'argent à un groupe de cinq personnes qui sont en quelque sorte mutuellement responsables du remboursement : la défaillance d'un seul membre du groupe annule l'éligibilité de tous à un éventuel prêt dans le futur. La Grameen Bank appartient aux membres à 94% et le reste au gouvernement. Elle privilégie les clients de sexe féminin, 97% de la clientèle sont des femmes, avec un taux de remboursement autour de 95%.

Les « 16 décisions » de Grameen Danone inspirées des valeurs morales de Grameen

- 1-Nous devons suivre les quatre principes de la Grameen Bank : discipline, unité, courage et travail;
- 2- Apporter la prospérité dans nos familles;
- 3-Nous ne devons pas vivre dans des maisons délabrées, nous devons les réparer et travailler pour en construire de nouvelles;
- 4-Nous devons cultiver des légumes toute l'année, en manger beaucoup et vendre le surplus;
- 5-Durant la saison des semences, nous devons semer autant de graines que possible;
- 6-Nous devons planifier dans le but d'avoir des familles de petite taille, minimiser nos dépenses et nous occuper de notre santé;
- 7-Nous devons éduquer nos enfants et nous assurer du financement de leurs études;
- 8-Nous devons toujours garder nos enfants et notre environnement propres;
- 9-Nous devons construire et utiliser des latrines;
- 10-Nous devons boire de l'eau du robinet. Si cette dernière n'est pas disponible, nous devons la bouillir ou la purifier;
- 11-Nous devons éviter d'exiger et de donner des dots lors de mariages. Arrêter la pratique du mariage des enfants;
- 12-Nous ne devons pas infliger des injustices et empêcher quiconque d'en infliger;
- 13-Nous devons investir collectivement pour de revenus plus élevés;
- 14-Nous devons être toujours prêts à nous entraider. Si une personne est en difficulté, nous devons lui apporter de l'aide;
- 15-Si nous sommes au courant d'un bri de discipline dans un centre quelconque, nous devons nous y rendre et y restaurer la discipline;
- 16-Nous devons prendre part collectivement aux activités sociales.

2. Le modèle d'affaires de Grameen Danone

2.1 La RSE-BOP

La RSE-BOP est un modèle d'affaires dont l'objectif principal est de satisfaire les besoins des plus pauvres. On parle ainsi d'individus disposant d'un revenu de moins de 2 dollars par jour. Sur le plan économique, l'importance du nombre de consommateurs potentiels concernés rend l'idée très alléchante. Il faut cependant passer par un changement radical à plusieurs niveaux : mental, organisationnel, managérial, relationnel. L'innovation prend une place capitale, car le prix doit être considérablement réduit pour que le produit « repensé » puisse être accessible aux populations ciblées. L'innovation doit toucher tous les maillons de la chaîne de création de la valeur. Il s'agit

de mettre sur pied un design complètement nouveau qui tient compte et qui s'adapte à tous les aspects contextuels. Toutes ces transformations aboutissent à la création d'un nouvel écosystème local au sein duquel s'encastrent les activités de tous les intéressés au gré de diverses contraintes, mais aussi de statuts facilitateurs.

Une autre particularité de ce modèle est la présence d'une forte collaboration qui permet d'atteindre un certain équilibre entre **les intérêts des parties prenantes et non celui des propriétaires** et/ou dirigeants seulement pour un avenir durable.

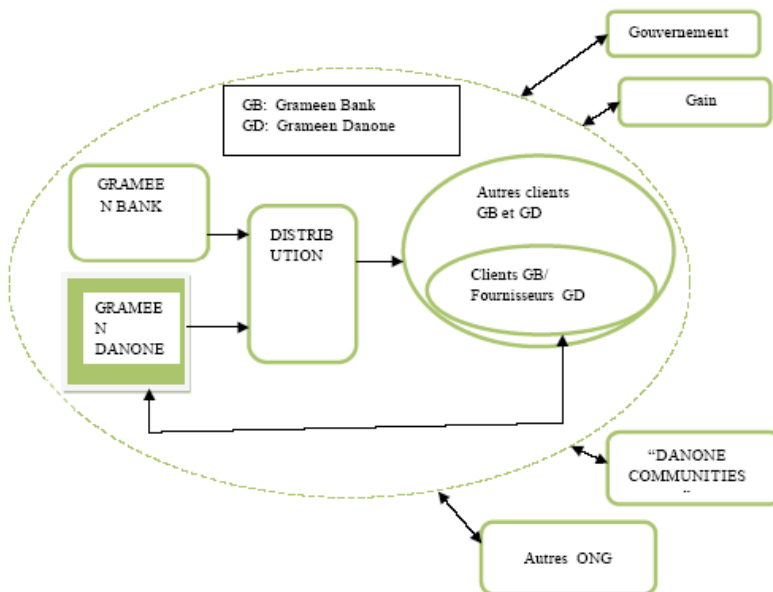
Le modèle RSE-BOP n'est pas un modèle purement philanthropique, mais bel et bien un modèle dont l'objectif est de dégager des marges de profits tout en satisfaisant les exigences sociales, écologiques et politiques.

Le succès d'un projet d'entreprise durable dépend dès lors non seulement de sa capacité d'innovation, mais aussi de celle de composer avec les spécificités culturelles, sociales, géographiques et démographiques ainsi que les diverses compétences du marché concerné.

2.2 L'écosystème Grameen Danone

Il est formé d'employés, de fournisseurs, de clients, de distributeurs (petits grossistes et « Grameen Ladies »), des ONG tels que l'ONG GAIN (Global alliance for improved nutrition), de a banque Grameen et de Grameen Danone.

2.3 Analyse du modèle Grameen Danone à



l'aide du «schéma directeur des pôles d'ac-

tions du management stratégique RSE-BOP» de Martinet et Payaud (2008)

2.3.1 Intention stratégique

Les buts assignés à Grameen Danone se résument essentiellement à répondre aux besoins nutritionnels locaux, à réduire la pauvreté à travers la création d'emplois et à protéger l'environnement.

2.3.2 Formule et stratégie générique

La RSE-BOP de Grameen Danone s'inscrit dans la formule stratégique de l'entreprise à savoir : Danone produits laitiers frais. Il y a toutefois une différenciation en termes de rapport valeur/prix à coûts faibles. Le skoktidol⁵ est détaillé à 0.06 centimes d'euros.

2.3.3 Clients et marchés

Les produits commercialisés par Grameen Danone répondent à des besoins fondamentaux : pallier aux carences alimentaires des enfants Bangladais au moyen d'un yaourt enrichi de vitamines et commercialisé à un faible prix.

2.3.4 Système d'offre

Les partenaires d'affaires, tels que les fournisseurs, les clients, etc., forment un écosystème d'activités : les fournisseurs sont en priorité des clients de la Grameen Bank. Cette dernière les soutient en leur prêtant de l'argent nécessaire à la tenue de petites fermes laitières, à la production de mélasse de dattiers, à la production de sucre ou toutes autres matières premières nécessaires. De plus, Grameen Bank leur garantit un prix d'achat fixe et leur permet de bénéficier de l'expertise de Danone pour améliorer la qualité de leur production.

La distribution du yaourt suit les «canaux» similaires à ceux des services financiers de Grameen Bank. En effet, les mêmes employées « Grameen Ladies » qui font du porte à porte pour Grameen Bank s'occupent par la même occasion de la distribution du yaourt. Il faut noter qu'elles s'approvisionnent chez les petits grossistes.

Cette activité de porte à porte rapporterait un revenu à plus de 1600 personnes dans un rayon d'environ 30 km autour de l'usine.

Notons que certains acteurs sont la fois consommateurs, fournisseurs et distributeurs puisque les activités sont très encadrées.

2.3.5 Compétences et ressources stratégiques

« Danone Communities » est un fonds à rendement moyen qui a été mis sur pied dans le but de financer la création d'entreprises à vocation sociale. Une usine financée par ce fonds devrait voir

le jour cette année.

L'ONG indépendante GAIN joue également un rôle crucial. C'est elle qui s'est occupée dès le départ d'effectuer des recherches pour déterminer les carences et déficits en vitamines et en minéraux auxquelles le produit devait pallier. Depuis 2007, elle a entrepris des recherches dans le but de mesurer les bénéfices consécutifs à une consommation régulière de Shoktidoi.

La préservation de l'environnement est assurée par l'utilisation des énergies renouvelables. L'eau chaude est obtenue à l'aide de chauffe-eaux solaires. À Bogra, premier site d'implantation de Grameen Danone, on procède également à la récupération de

l'eau de pluie. Les pots de Shoktidoi sont produits en PLA (Poly Lactid Acid), un matériau élaboré à partir d'amidon de maïs et totalement biodégradable.

L'utilisation minimale des machines avantage de telle façon l'embauche de la main-d'œuvre que d'ici quatre ans, on prévoit employer 50 individus.

Conclusion

Le projet d'entreprise RSE-BOP est un projet viable qui met la cause sociale au centre de ses activités tout en s'assurant une rentabilité pour la pérennité. La réussite de la transposition de ce modèle résulte de la capacité à maîtriser tous les composants du contexte de la région ciblée. En effet, la formation d'un écosystème dans lequel les activités s'encastrent est nécessaire au bon fonctionnement du modèle. Grâce au fonds « Danone communautés » plusieurs autres entreprises sociales verront le jour. Il s'agira d'entreprises qui, comme Grameen Danone, jugeront leur réussite à partir de la rentabilité, mais aussi et surtout à partir de critères non financiers comme la création d'emplois, la santé et la qualité de l'environnement.

¹ Grameen signifie « villages »

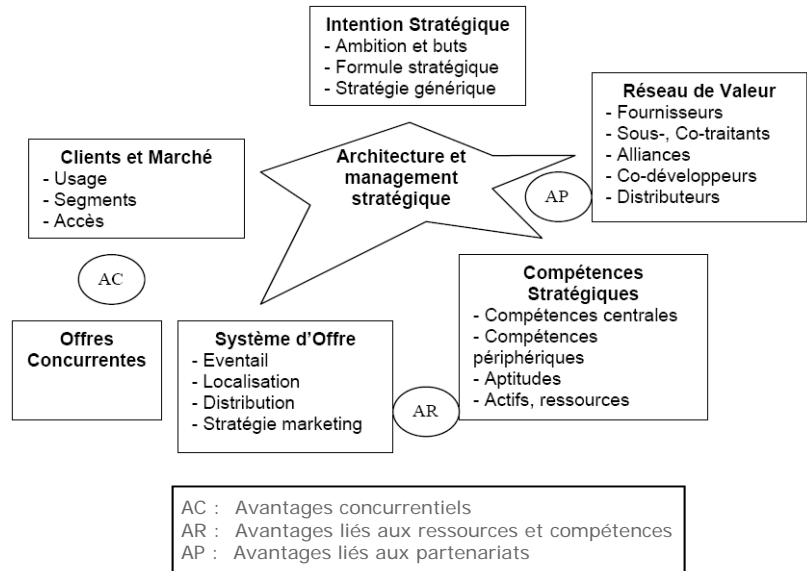
² John Kenneth, Galbraith, *Théorie de la pauvreté de masse*. Paris: Editions Gallimard, 1979, p.32.

³ Ole Danbolt Mjoes, président du comité Nobel, 2006

⁴ Extrait de la présentation de Alain Charles Martinet et Marielle A. Payaud au 3^e congrès du Réseau International de recherche sur les Organisations et le Développement Durable, Lyon, 5 et 6 juin 2008.



3^e congrès du Réseau International de recherche sur les Organisations et le Développement Durable



⁵ Marque yaourt Grameen Danone

Bibliographie

- Brammer, Stephen, et Stephen Pavelin. 2005. «Corporate Reputation and an Insurance Motivation for Corporate Social Investment ». *The Journal of Corporate Citizenship*, Sheffield: Winter, Iss. 20, p. 39-51.
- Danone : Rapport technique de développement durable 2007. http://www.danone.com/images/pdf/dan_ratechdevdurable07.pdf consulté le 18 juillet 2008
- Danone : stratégie. <http://www.danone.com/quoi-de-neuf-dans-le-groupe/grameen-danone-food.html> consulté le 16 juillet 2008.
- Galbraith, John Kenneth. 1979. *Théorie de la pauvreté de masse*. Paris : Editions Gallimard.
- Grameen: Les 16 décisions. http://www.grameen.com/index.php?option=com_content&task=view&id=22&Itemid=109 consulté le 16 juillet 2008.
- Martinet, Alain Charles et Marielle A. Payaud. 2008. « Formes de RSE et entreprises sociales : Une hybridation des stratégies ». *Revue française de gestion*, vol. 34, Iss. 180, p. 199-214.
- Martinet, Alain Charles et Marielle A. Payaud. 2008. « un cadre théorique intégrateur pour le management stratégique BOP ». 3^e congrès du Réseau International de recherche sur les Organisations et le Développement Durable, Lyon, 5 et 6 juin.
- Parker Emily. 2008. "The weekend interview with Muhammad Yunus: Subprime Lender". *Wall Street Journal* (Eastern Edition), New York, Mar 1, P. A.9.
- Pesqueux, Yvon, et Yvan Biefnot. 2002. *L'éthique des affaires : Management par les valeurs et responsabilité sociale*. Paris : Edition de l'organisation, 239 p.
- Prahalad, C.K. 2004. *4 milliards de nouveaux consommateurs: vaincre la pauvreté grâce au profit*. Paris. Village mondial, 376 p.



C'est avec grand plaisir que nous annonçons la tenue du **5e Congrès mondial d'éducation relative à l'environnement** qui aura lieu au Palais des Congrès de Montréal, du 10 au 14 mai 2009.

Le thème central de ce congrès, *Vivre ensemble sur Terre*, invite les participants à explorer les liens entre *écologie*, *économie* et *écophilosophie*. Nous nous pencherons sur la façon dont l'éducation relative à l'environnement peut contribuer à mieux arrimer entre elles ces trois dimensions de notre rapport au monde. A cet effet, douze thèmes spécifiques sont explicités sur le site WEB de l'événement : www.5weec.uqam.ca

Le Congrès vise à mettre en évidence et stimuler

- le rôle de l'éducation relative à l'environnement dans la **recherche de signification et d'identité humaine**;
- la contribution de l'éducation relative à l'environnement à l'**innovation sociale** pour la prise en charge des problèmes d'ordre socio-écologiques et l'**écodéveloppement** des sociétés;
- la place de l'éducation relative à l'environnement dans la dynamique d'**élaboration des politiques publiques** relatives aux grands enjeux de nos sociétés contemporaines.

L'appel de communication est maintenant lancé. Les instructions détaillées sont disponibles sur le site du Congrès, à la rubrique « Appel de communications ». La date limite de soumission est le 30 septembre 2008.

Au plaisir de vous accueillir à Montréal!

Les coprésidents du 5e Congrès mondial,
Lucie Sauvé et Bob Jickling

5WEEC 2009
5e Congrès mondial d'éducation relative à l'environnement
Secrétariat du congrès - JPdL
1555 Peel, bureau 500
Montréal, QC, H3A 3L8
Canada

5weec@jpd.com
www.5weec.uqam.ca
Tel: +1 514-287-1070
Fax: +1 514-287-1248



PHD SUSTAINABILITY ACADEMY

PhD Sustainability Academy

September 26 - 30, 2008

2008 Theme: **Water & Wine**

The Ivey Business School will host the first pan-Canadian PhD Sustainability Academy in partnership with Great-West Life, London Life and Canada Life, and the Research Network for Business Sustainability. The PhD Sustainability Academy brings together world-class academics and senior business leaders who are pushing the frontiers of sustainability practice to create a high impact forum for developing tomorrow's thought leaders. The theme for this year's academy is Water and Wine. The academy will be hosted at the Richard Ivey School of Business, in London, Ontario, Canada.

The PhD Sustainability Academy seeks to promote high-impact scholarship in sustainability, with a focus on multidisciplinary thinking and practice. The doctoral academy features three distinguished guest academics - Dirk Matten (Schulich School of Business, York University), Andy Hoffman (Stephen M. Ross School of Business and the School of Natural Resources & Environment, University of Michigan) and Christian Seelos (IESE, University of Navarra). The Ivey faculty engaged in the event are: Tima Bansal, Oana Branzei, Gerard Seijts, Paul Beamish and Eric Morse. The four day event will bring together 15-20 doctoral scholars from leading Canadian and global doctoral programs. Our goal is to offer an experientially rich environment to help nurture and advance participants academic thinking and teaching capabilities, and to encourage a broad-based, future-looking dialogue focused on fostering new knowledge and practices across different domains of sustainability.

All interested doctoral scholars working on sustainability are encouraged to submit a 2-5 page extended abstract of original, previously unpublished work to the 2008 PhD Sustainability Academy convenors, Oana Branzei obranzei@ivey.uwo.ca and Marlene J. Le Ber mleber@ivey.uwo.ca by July 15, 2008. Invitations will be sent out by July 31, 2008. Participants will be asked to submit a full manuscript by August 31, 2008. They will receive developmental feedback from leading academics in their field during the PhD Sustainability Academy.

A \$500 best-paper award will be sponsored by the Research Network for Business Sustainability, with the work featured in their newsletter. A case-track option is also available. Accepted cases will receive feedback from Ivey faculty and will be eligible for possible release through Ivey Publishing.

All local expenses, including accommodation, meals and local transportation will be funded by the organizers. Participants are requested to cover their own travel expenses to London, Ontario.

The PhD Sustainability Academy was generously funded by Great-West Life, London Life and Canada Life, the Richard Ivey School of Business, and The University of Western Ontario.

Bilan énergétique et émission de gaz à effet de serre au Québec : le défi du transport !¹

Par François Décary-Gilardeau, étudiant à la maîtrise en environnement, UQÀM

Le bilan énergétique du Québec est très particulier, il se distingue par une grande utilisation et disponibilité de l'électricité, dont la majeure partie provient de barrages hydroélectriques. Bon an mal an, entre 95 et 98 % de la production électrique réelle vient de cette source d'énergie renouvelable. Dans les faits, le Québec produit environ la moitié de l'hydroélectricité au Canada, ce qui représente au bas mot le quart de la production électrique du Canada, toutes sources confondues.

Tableau 1 : Consommation et production d'électricité

	Électricité - production (TWh)	Population (million)	Électricité par habitants (kWh/hab)
États-Unis	4 062	300	13540
Chine	2372	1300	1825
Japon	1025	230	4457
Russie	904,4	140	6460
Inde	661,6	1100	601
Canada	609,6	33	18473
Allemagne	579,4	82	7066
France	543,6	63	8629
Brésil	396,4	190	2086
Royaume-Unis	372,6	61	6108

(Source : Central Intelligence Agency : The World Factbook 2007)

Cette production d'électricité, à faible émission de carbone, permet au Québec de s'illustrer en termes d'émissions de gaz à effet de serre par habitant. On constate en effet de grandes disparités entre les provinces qui proviennent principalement du type de production électrique doublé dans le cas de l'Alberta et de la Saskatchewan de l'extraction du pétrole des sables bitumineux ayant des externalités

environnementales très importantes en termes d'émission de gaz à effet de serre.

Tableau 2 : Hydroélectricité au Canada

	Production d'hydro-électricité (GWh)
Terre-Neuve	39589
N-É & IPE	961
N-B	3013
QC	166759
ONT	39500
MAN	27219
SAS	2820
ALB	2497
BC	54653
Yukon	306
Terr. du Nord-Ouest	289
Canada	337606

(Source : Statistique Canada, 2004)

Ainsi, la production électrique du Québec se distingue par sa faible contribution au bilan total de gaz à effet de serre (GES). En effet, la principale source de GES au Québec provient des transports, soit 38,7 % des émissions totales. De ce nombre, pas moins de 80% proviennent du transport routier. Depuis 1990, l'année de référence pour le protocole de Kyoto qui exige une réduction moyenne de 6% entre 2008 et 2012, les émissions québécoises ont augmenté de 5,2 %, soit 11,2% au-dessus du niveau exigé par le protocole de Kyoto. Alors que dans cette même période, les émissions attribuables à l'industrie ont baissé de 8,5%, représentant tout de même 30,7 % des émissions totales du Québec, c'est clairement au niveau des transports que l'on note la plus importante augmentation, soit 24,8 % en 15 ans.

Tableau 3 : Émissions des GES au Québec entre 1990 et 2005

Catégories des sources	Emissions (Mt éq. CO ₂)		Variations des émissions 1990 à 2005		Part du secteur en 2005
	1990	2005	Mt éq. CO ₂	%	%
Transport	28,53	35,60	7,07	24,8	38,7
Transport routier	21,55	28,50	6,95	32,2	31,0
Autres transports	4,04	3,15	-0,89	-22,0	3,4
Transport aérien	0,95	1,90	0,95	99,3	2,1
Transport ferroviaire	0,58	0,71	0,13	21,6	0,8
Transport maritime	1,40	1,34	-0,06	-4,3	1,5
Industrie	30,93	28,30	-2,63	-8,5	30,7
Combustion industrielle	17,51	16,73	-0,77	-4,4	18,2
Procédés industriels	13,17	11,29	-1,88	-14,3	12,3
Utilisation de solvants	0,11	0,11	0,01	8,2	0,1
Émissions fugitives	0,15	0,16	0,01	6,8	0,2
Résidentiel, commercial et institutionnel	11,06	12,02	0,97	8,7	13,1
Résidentiel	6,78	5,19	-1,59	-23,4	5,6
Commercial et institutionnel	4,27	6,83	2,55	59,8	7,4
Agriculture	7,48	7,68	0,20	2,7	8,3
Fermentation entérique	2,70	2,70	0,00	0,2	2,9
Gestion du fumier	1,61	1,63	0,01	0,9	1,8
Gestion des sols agricoles	3,17	3,35	0,18	5,8	3,6
Déchets	8,05	6,92	-1,13	-14,0	7,5
Enfouissement des déchets	7,65	6,53	-1,12	-14,7	7,1
Traitement des eaux usées	0,19	0,22	0,03	13,1	0,2
Incinération des déchets	0,21	0,18	-0,03	-16,6	0,2
Électricité	1,45	1,51	0,06	4,1	1,6
Total	87,50	92,04	4,54	5,2	100,0

(Source : MDDEP Québec, 2007)

Alors que pour l'ensemble du Canada, le secteur énergétique demandera à être revu en profondeur si l'on souhaite au minimum s'orienter vers les objectifs du protocole de Kyoto, pour le Québec, le défi se situe plus spécifiquement au niveau des transports. D'ailleurs, d'un point de vue purement économique, il faut reconnaître que l'automobile n'entraîne que très peu de retombés économiques, mis à part la construction des infrastructures routières. En effet, la balance commerciale du Québec est très largement négative que ce soit dans le secteur de l'automobile ou du pétrole. Selon l'Institut de la statistique du Québec, les importations de pétrole brut ont atteint 12,9 milliards dollars en 2005, alors que celles des automobiles et châssis atteignaient 6,6 milliards, soit environ le quart des importations du Québec.

Sans même prendre en compte les coûts relatifs à la construction et à l'entretien que l'imposant réseau routier impose au gouvernement du Québec et ultimement à chaque citoyen, la diminution de l'utilisation de l'automobile aura des répercussions positives évidente autant au niveau environ-

nemental qu'économique. Non seulement les engagements du Canada par rapport au protocole de Kyoto incitent à diminuer les émissions associées à ce secteur, une perspective de développement durable appelle à l'identification de stratégies alternatives à l'automobile. Il est clair que l'amélioration de l'efficacité énergétique des automobiles, quoique nécessaire, ne réussira pas à diminuer les émissions de GES. Inévitablement, il faudra repenser l'urbanisme d'une part en densifiant la ville et en centralisant les emplois et les services, d'autre part en améliorant les performances des transports en commun en orientant les infrastructures de transport de façon à favoriser ces derniers et à contraindre le trafic automobile. Ces derniers critères appellent une stratégie de transport durable axée inévitablement sur le long terme en raison du très coûteux et très faible taux de renouvellement du patrimoine bâti.

Par rapport aux autres secteurs significatifs dans le bilan énergétique du Québec (industriel, résidentiel et commercial), renverser la tendance par rapport au transport est certainement le plus grand défi du Québec. Parallèlement, c'est ce secteur qui offre le plus grand potentiel de réduction à long terme d'é-

mission de GES. D'où l'importance de l'aborder immédiatement, sans pour autant dénigrer l'effort nécessaire dans les autres secteurs.

¹Cet article est une version plus étoffée d'un article ayant paru dans la version papier du magazine Vision Durable. www.visiondurable.com

Autres nouvelles...



Dans ce numéro spéciale sur le commerce équitable de la revue du Centre Interdisciplinaire de Recherche et d'Information sur les Entreprises Collectives (CIRIEC) sous la responsabilité de Véronique Bisailon, Corinne Gendron et Marie-France Turcotte ont relevé les contradictions inhérentes au commerce équitable. Malgré l'existence de ces contradictions, il convient de remarquer que le mouvement continue de croître.

Disponible en ligne
www.puq.ca

La citation du mois :

À l'instar des autres nouveaux mouvements sociaux économiques, le commerce équitable participe à une restructuration éthique du marché, à travers laquelle le traitement réservé aux producteurs du Sud peut notamment être utilisé comme facteur de différenciation commerciale. Logique commerciale et responsabilité sociale peuvent ainsi se rejoindre, tout en appuyant des stratégies d'une institutionnalisation plus politique, et renforcer le processus de transformation des règles du commerce international.

Bisailon, V., C. Gendron et M-F. Turcotte. 2006 « Le commerce équitable comme mouvement de transformation ». Dans *Revue Économie et Solidarités*, vol 37, no 2. p.17.



BONNE RENTRÉE À TOUS NOS LECTEURS!

NOUS VOUS SOUHAITONS UNE AGRÉABLE SESSION EN NOTRE COMPAGNIE.

L'équipe de la rédaction.

CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable

ESG UQÀM

École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888
Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8

Téléphone : 514.987.3000
poste 6972#

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: crsdd@uqam.ca

Visitez notre site Internet

www.crsdd.uqam.ca

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique

crsdd@uqam.ca

Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Rédacteur en chef : François Décary-Gilardeau

Rédactrice-adjointe : Sophie Lévesque

Collaborateur : Josiane Lise Mabopda Foka

Pour soumettre un article, prière de consulter le site web www.crsdd.uqam.ca.